

• (3.00 p.m.)

Nous voulons qu'on nous dise quelles sont ces raisons politiques et qu'on nous les explique. Les mêmes questions sont encore plus pressantes au sujet de nos huit escadrilles aériennes en Europe. Les députés, du moins ceux qui s'intéressent à la question, savent que ces escadrilles aériennes jouent un rôle de prévention, qu'elles ont la capacité d'attaquer avec des armes classiques ou nucléaires bien au-delà des limites d'un conflit qui pourrait surgir en Europe.

En théorie, ces armes nucléaires tactiques sont sous le contrôle de l'administration politique des États-Unis, mais on nous a appris récemment—je ne sais pas si j'ai ici la coupure du *New York Times*—que les ogives, qui sont censées être sous contrôle américain et qui, en théorie, ne peuvent être utilisées sans l'approbation précise des États-Unis, sont en fait montées sur des systèmes de défense alliés et sont insuffisamment contrôlées. Voilà ce que pensent les membres du gouvernement américain.

Le danger que représentent ces escadrilles, c'est qu'elles sont fort vulnérables. On nous a dit au comité de la défense que les fusées russes sont braquées dessus. Je prie les députés de considérer l'énorme risque, l'énorme tentation, dans un moment de tension, pour l'autorité militaire—tentation presque irrésistible d'un côté comme de l'autre—de se lancer à l'action avant que, d'une part, leurs propres escadrilles soient détruites ou que, d'autre part, les fusées ennemies le soient. Devoir anticiper, ne serait-ce que de quelques secondes, l'action du camp adverse crée une tension formidable.

Récemment, le très honorable Fred Mulley, ministre britannique de la Défense pour l'armée, a rédigé un article pour l'*Institute of Strategic Studies* qui a paru dans «Survival». Je prie le comité de réfléchir aux propos de cet homme que ces problèmes préoccupent quotidiennement. Le plus grand risque d'une guerre nucléaire, dit-il, découle de la possibilité d'en venir là graduellement et, malheureusement, notre préoccupation d'une question moins pertinente, à savoir la politique en matière de stratégie nucléaire, nous a empêchés d'examiner, selon M. Mulley, la véritable question qui se pose à l'OTAN: le rôle et le commandement des forces tactiques nucléaires.

Le ministre ne nous parle pas de ce que M. Mulley croit être le problème fondamental. On ne tente même pas de nous distraire en parlant de contrôle nucléaire stratégique; on nous parle simplement d'intégration aux quartiers généraux. M. Mulley ajoute que les forces aériennes alliées en Europe trouvent peut-être leur raison d'être si l'on songe à une guerre nucléaire généralisée,

mais il signale qu'elles ne répondent pas aux exigences politiques visant à éviter l'escalade nucléaire et à tenter d'imposer une trêve dans une guerre limitée. Qu'on s'en rende compte ou non, comme M. Mulley le déclare, c'est là le principal danger d'une guerre nucléaire. Pourtant, nous continuons d'assumer notre rôle, et le ministre refuse même d'en discuter à la Chambre.

D'après ses déclarations et d'après le Livre blanc, il semble que ce problème d'importance capitale ne préoccupe pas du tout le ministre. Autant qu'on puisse en juger, il engage le Canada à continuer dans ce rôle. Le Livre blanc indique qu'on n'aura pas besoin de l'avion CF-104 à l'avenir et que le nombre d'escadrilles de combat diminuera par suite de l'usure normale au cours des dix prochaines années.

Le ministre ne nous dit rien au sujet d'un nouveau rôle que le Canada accepterait au sein de l'OTAN ou du remplacement de ces avions. Il ne nous dit pas non plus si, l'avion CF-104 étant non opérationnel, le Canada cessera de participer aux opérations aériennes. M. John Gellner a décrit au comité notre projet entier de contribution aux cadres nucléaires aériens tactiques en Europe —et je crois citer—comme une erreur de \$500 millions. Il est caractéristique de ce gouvernement et de ce ministre...

M. Herridge: C'est ce que je dis depuis cinq ans.

M. Brewin: ...que nous allons maintenir cette bévue jusqu'à ce que, pour employer le langage du ministre, elle soit «déphasée». C'est bien du ministre de pouvoir faire une déclaration sur la défense sans commenter ces questions d'importance capitale.

Restent le rôle anti-sous-marin et les défenses actives sous l'égide de l'OTAN. Que le premier ait été énorme au cours des deux dernières guerres mondiales, alors qu'il n'aurait probablement plus aucune utilité dans toute guerre imaginable à l'âge des missiles, ne semble pas avoir inspiré aucun intérêt au ministre. Évidemment, le caractère désuet de notre défense aérienne active au sein de NORAD n'a pas non plus suscité de réaction chez lui, sauf de vagues suggestions selon lesquelles les escadrons de Bomarc seront graduellement abandonnés à mesure que diminuera la menace corrélative des bombardiers pilotés.

En fait, les bombardiers pilotés ne constituent plus une menace et les installations de défense appropriés sont maintenant inutiles. J'en arrive au dernier élément mentionné, le présumé commandement des forces mobiles. Je me réjouis d'entendre le ministre annoncer qu'on donnera plus d'ampleur au concept d'une force de service spécial.